

A tous les États membres de l'ONU

CDH52 : Soutien au renouvellement consensuel de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les défenseur-es des droits humains

Les défenseur-es des droits humains sont des personnes qui agissent avec humanité, qui servent l'humanité et qui contribuent et font ressortir le meilleur de l'humanité. Ils jouent un rôle essentiel dans notre vie quotidienne : ils travaillent pour que nos gouvernements soient plus transparents et responsables, que notre environnement soit plus propre et plus sûr, que nos écoles et nos lieux de travail soient plus équitables ainsi que notre avenir plus durable. Confrontés au pouvoir, aux privilèges et aux préjugés, les défenseur-es des droits humains sont fréquemment exposés à un large éventail de risques et de menaces, notamment à l'encontre de leurs organisations et de leurs familles, amis et proches. Malgré leur contribution vitale, certains gouvernements et acteurs non étatiques cherchent encore à réduire au silence les défenseur-es qui dénoncent les injustices et exigent la responsabilité de tous.

Le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseur-es des droits humains fait partie intégrante de leur protection et de leur reconnaissance, à l'échelle mondiale. La Rapporteuse spéciale recueille des informations sur la situation des défenseur-es dans le monde et y répond, s'engage de manière constructive avec les gouvernements et les acteurs non étatiques et fournit des recommandations d'experts pour promouvoir la mise en œuvre effective de la "Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales universellement reconnus" ([Déclaration sur les défenseurs des droits humains](#)).

L'année 2023 marque le 25^{ème} anniversaire de l'adoption de la Déclaration sur les défenseur-es des droits humains par l'Assemblée générale des Nations unies. L'adoption de la Déclaration a été un moment crucial dans l'histoire des droits humains, puisqu'elle a permis d'expliquer comment le droit des droits de l'Homme existant s'applique à la situation des défenseur-es des droits humains, de reconnaître l'importance et la légitimité de l'activité en faveur des droits humains et la nécessité de la protéger ainsi que ceux qui la mènent. Il est opportun que cet anniversaire majeur coïncide avec le 75^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, car cela reflète le rôle intégral que jouent les défenseur-es des droits humains dans la réalisation des droits humains universels.

En 2022, le Conseil des droits de l'homme a [réaffirmé](#) l'importance de la Déclaration sur les défenseur-es des droits humains et de sa mise en œuvre pleine et effective ainsi que le fait que promouvoir le respect, le soutien et la protection des activités des défenseur-es des droits humains, y compris des femmes défenseures des droits humains, est essentiel à l'exercice général des droits humains, y compris dans les situations de conflit et d'après-conflit. En 2021, l'Assemblée générale a adopté par consensus, avec 85 États co-auteurs, une résolution [reconnaissant](#) le rôle important et légitime que les défenseur-es des droits humains ont joué dans la réponse à la COVID-19, ainsi que les défis auxquels ils ont été confrontés.

Lors de la 52ème session du Conseil, les États examineront une résolution prolongeant le mandat du Rapporteur spécial pour trois ans. Il s'agit d'une occasion clé pour les États et le Conseil de démontrer leur soutien et leur reconnaissance envers le rôle indispensable que jouent les défenseur-es des droits de l'homme pour garantir que tous les individus jouissent de la liberté, de la dignité, de la justice et de l'égalité.

Nos organisations exhortent donc tous les États à soutenir la résolution renouvelant le mandat du Rapporteur spécial des Nations unies sur les défenseur-es des droits humains en :

- Participant positivement aux négociations sur la résolution ;
- Présentant rapidement un co parrainage du texte ;
- Résistant à toute tentative de diluer le mandat ou les obligations de l'État ; et
- Soutenant le renouvellement par consensus du mandat.

Bien cordialement,

1. AAUW (Association américaine des femmes universitaires)
2. ACAT Allemagne (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)
3. ACAT Belgique
4. ACAT Espagne-Catalunya
5. ACAT Italia
6. ACAT RDC
7. ACAT, GNANA
8. ACAT-France
9. ACAT-Liberia
10. ACAT-Suisse
11. ACAT-UK (Action by Christians Against Torture - UK)
12. Accion Solidaria
13. Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - Canada
14. Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - Congo
15. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) - Cameroun
16. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Togo (ACAT TOGO)
17. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture de Côte d'Ivoire (ACAT CI)
18. Action of Christians for the Abolition of Torture in Burundi (Acat-Burundi)
19. Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
20. Agir ensemble pour les droits humains
21. AlertaVenezuela
22. Al-Haq, Law in the Service of Man
23. ALKARAMA
24. Alliance pour la démocratie au Laos
25. American Civil Liberties Union (ACLU)
26. Amnesty International
27. Amnesty International Mongolie
28. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA)

29. Asian Legal Resource Center
30. Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (AIDA)
31. Association balal
32. Association des femmes pour la sensibilisation et la motivation (AWAM)
33. Association fédérale des réfugiés vietnamiens en République fédérale d'Allemagne
34. Association for Progressive Communications - APC
35. Association For Promotion Sustainable Development
36. Association for women and Children at Risk
37. Association mauritanienne pour le développement socio-éducatif
38. Association pour le respect du droit des populations autochtones, du développement durable et du droit de l'homme (ARPA2DH)
39. Association pour les droits de l'homme
40. Association Suédoise pour l'Éducation Sexuelle (RFSU)
41. Aula Abierta
42. Avocats sans frontières Canada
43. Banglar Manabadhikar Suraksha Mancha (MASUM)
44. Brigades de Paix Internationales
45. Brot für die Welt
46. Bytes For All, Pakistan
47. Center for International Environmental Law (CIEL)
48. Center of Legal and Social Studies (CELS)
49. Centre d'Action Communautaire de l'Université d'Al-Quds
50. Centre de droit des l'homme et Démocratie en Afrique (CHRDA)
51. Centre des Alternatives au Développement
52. Centre des Alternatives au Développement (CEALDES) - Colombia
53. Centre pour la Justice et le Droit International
54. Centre vérité et Justice pour le Moyen-Orient
55. Child Rights Connect
56. CIVICUS
57. Civilis Derechos Humanos
58. Coalition Burkinabè des Défenseurs des Droits Humains (CBDDH)
59. Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains (CIDDH)
60. Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH)
61. Collectif des Familles de Disparu.e.s en Algérie (CFDA)
62. Comité pour la libre expression
63. Commission Internationale de Juristes
64. Community Empowerment for Progress Organization
65. Community Resource Centre (CRC)
66. Congrès Mondial Ouïghour
67. Conseil Australien des droits humains
68. Coordiantion des Associations et des Particuliers pour la Liberté de Conscience
69. DefendDefenders (Projet des défenseurs des droits humains de l'Est et de la Corne de l'Afrique)
70. ECAP

71. Emony Yefwe International
72. European Network Against Racism
73. Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées
74. Fédération internationale des ACAT (FIACAT)
75. FIDH (Fédération Internationale pour les Droits Humains), dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
76. Fondation pour la réforme judiciaire de Taïwan
77. Fondation Rainbow Pride
78. Fondation Sommet Mondial des Femmes
79. Forum africain pour le contrôle civil de l'action policière
80. Forum Menschenrechte
81. Franciscans International
82. Freedom House
83. Genève pour les Droits de l'Homme - Formation Internationale (GDH)
84. GGALE, l'Alliance mondiale pour l'éducation LGBT
85. Global Alliance for Tibet & Persecuted Minorities
86. Global Centre for the Responsibility to Protect
87. Groupe mondial des droits humains
88. Gulf Centre for Human Rights
89. Habitat International Coalition
90. Hallmark Media
91. Human Rights Concern - Eritrea (HRCE)
92. Human Rights Defenders Fund
93. Human Rights House Foundation
94. Humanists International
95. Idheas. Litige stratégique des droits humains
96. IFEX
97. ILEX Acción Jurídica
98. In Defense of Human Rights and Dignity Movement (iDEFEND)
99. Inclusive Bangladesh
100. Indigenous Peoples Rights International
101. Initiative des jeunes pour les droits de l'homme, Serbie
102. Initiative égyptienne pour les droits de la personne (EIPR)
103. Initiative for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS), Inc.
104. Initiative Mondiale pour les Droits Économiques, Sociaux et Culturels
105. Institut du Caire pour les études des droits de l'homme
106. Institut yéménite pour la stratégie
107. International Bar Association's Human Rights Institute (IBAHRI)
108. International Centre for Ethnic Studies, Sri Lanka
109. International Commission of Jurists Australia
110. International Planned Parenthood Federation
111. International volunteer organization for women education development
112. Intersex Society of Zambia

113. Journalists and Writers Foundation (JWF.org)
114. Karapatan Alliance Philippines
115. KIOS Foundation
116. Kvinna till Kvinna
117. La Coalition régionale des femmes défenseuses des droits humains dans la région MENA
118. Law Society of England and Wales
119. Le Réseau interconfessionnel mondial (GIN-SSOGIE)
120. Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté
121. L'initiative méso-américaine des défenseuses des droits humains (IM-Defensoras)
122. Lutte pour économiser l'environnement futur (SEFE)
123. Maldivian Democracy Network
124. MENA Rights Group
125. Mongolian Women's Employment Supporting Federation
126. Namibia Diverse Women's Association (NDWA)
127. Observatoire Mondial de la Communication et de la Démocratie (OGCD)
128. ORGANISATION DES FEMMES AVTIVES DE CÔTE D'IVOIRE(OFACI)
129. Organisation des Nations et des Peuples Non Représentés (UNPO)
130. Organisation mondiale contre la torture (OMCT) dans le cadre de l'Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains
131. Organisation pour les Peuples Menacés
132. Organisation pour mettre fin à l'impunité
133. Organisation Solidarité Développement (OSD)
134. OT WATCH
135. People Forum for Human Rights(People Forum)
136. PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants)
137. Plateforme Droits de l'Homme
138. POS Foundation
139. Project on Organizing, Development, Education, and Research (PODER)
140. PROMEDEHUM
141. Protection Internationale Mesoamérica
142. Public Verdict Foundation
143. Red Dot Foundation
144. Refugee Council of Australia
145. Renewable Freedom Foundation
146. Réseau de la Commission Indépendante des droits de l'homme en Afrique du Nord
147. Reseau International de Solidarite Dalit
148. Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains
149. Riposte Internationale
150. Rivers without Boundaries
151. Robert F. Kennedy Human Rights
152. Safety and Rights Society (SRS)

153. SAHR
154. Scholars at Risk
155. Service International pour les Droits de l'Homme (ISHR)
156. SHOAA for Human Rights
157. SOS-Esclaves
158. Speak Up
159. Swedwatch
160. The Barys Zvozkau Belarusian Human Rights House
161. The Norwegian Human Rights Fund
162. The William Gomes Podcast
163. Tournons La Page
164. Viet Tan
165. World Justice Project
166. WWF International
167. Youth Care Motivators
168. Zambia Climate Change Network (ZCCN)
169. Zo Indigenous Forum (ZIF)